

## Urgence climatique : 88 % des personnels de recherche pour des changements de pratiques (Labo 1point5)

News Tank Éducation & Recherche -  
Paris - Actualité n°255146 - Publié le 29/06/2022 à 11:34

Imprimé par Xavier Teissedre - abonné #13929 - le 01/07/2022 à 08:32



© Ined

- 72 % des personnels de recherche se disent très préoccupés (40,3 %) ou extrêmement préoccupés (31,7 %) par le changement climatique ;
- 88 % sont tout à fait d'accord (47 %) ou plutôt d'accord (41 %) que l'urgence climatique exige des changements profonds dans la pratique des métiers de la recherche ;
- 48 % considèrent que la recherche publique doit montrer l'exemple et réduire ses émissions de plus d'un tiers ;
- et l'avion est la principale source d'émissions carbone des laboratoires ou des institutions de recherche.

Tels sont les principaux résultats d'une étude réalisée par cinq sociologues membres du collectif Labo 1point5, intitulée « Inquiets, mais pollueurs : une enquête sur le personnel de la recherche française face au changement climatique », publiée le 23/02/2022 et présentée lors des Lundis de l'[Ined \(Institut national d'études démographiques\)](#) le 13/06.

« L'objectif du collectif Labo 1point5 est de réfléchir aux impacts et surtout de réduire l'empreinte des activités de recherche sur l'environnement et en particulier sur le climat. Le collectif a notamment mis en place un outil qui permet de mesurer les émissions carbone dans les labos et un groupement de recherche a émergé », rappelle Milan Bouchet-Valat, chercheur à L'Ined et co-auteur de l'étude.

L'étude visait à « connaître les pratiques et les opinions des membres de la communauté de recherche française face aux enjeux environnementaux et en particulier au changement climatique. Nous demandions également aux répondants de se prononcer sur un certain nombre de solutions proposées ».

« Nous sommes en train de faire des exploitations plus détaillées » et « il y aura probablement un deuxième volet de l'enquête », annonce-t-il.

« Nous avons choisi de mener l'enquête auprès de tous les personnels de recherche : E-C, techniciens, ingénieurs, personnels administratifs, etc. », indique Milan Bouchet-Valat.

« Nous avons d'abord mené une enquête "test" auprès de sociologues lors du 8<sup>e</sup> congrès de l'Association française de sociologie fin 2019. Nous avons distribué un questionnaire et recueilli 400 réponses. Puis en 2020, nous avons élaboré un questionnaire d'une trentaine de minutes que l'on a adressé à l'ensemble de la communauté. » Celui-ci a été envoyé fin juin 2020 à 30 000 adresses e-mail tirées au sort dans l'annuaire du CNRS. Les chercheurs ont reçu environ 6 500 réponses (6 467 exploitables), soit un taux de réponse de 23 %.

*« Cette enquête est inédite si l'on compare ce qui s'est déjà fait dans la littérature : elle est de grande ampleur, ne se centre pas sur une institution ou une discipline et s'adresse à toute la communauté d'un pays. par ailleurs, nous nous sommes intéressés à différents types de pratiques : l'utilisation du numérique, des transports, des outils de travail et de composantes de l'opinion. »*

## Un taux de réponse hétérogène selon les statuts et les disciplines

*« Le taux de réponse est hétérogène selon les statuts. Les chargés de recherche et les directeurs de recherche sont plus nombreux à avoir répondu que les gens qui travaillent à l'université. Les statuts plus précaires comme les doctorants ou les ITA ont un peu moins répondu »,* signale Milan Bouchet-Valat.

*« Par discipline, le taux de réponse est un peu plus élevé parmi les gens qui ont un lien avec les questions environnementales. Les SHS ont le moins répondu, avec un taux un peu au-dessus de 20 %, alors même que ce sont des gens qui se sentent concernés par ces questions environnementales. »*

*« Nous n'excluons pas d'avoir un petit biais, les répondants sont probablement un peu plus écolos que parmi notre échantillon initial »,* ajoute-t-il.

## « Une communauté inquiète et volontariste »

L'enquête met en évidence « une communauté inquiète et volontariste ». Selon les résultats :

- 31,7 % des répondants se disent extrêmement préoccupés par le changement climatique ;
- 40,3 % très préoccupés ;
- seulement 6,4 % se sentent peu ou pas préoccupés.

Les répondants déclarent que « cette inquiétude a grandi ». En parallèle :

- 47 % des répondants sont tout à fait d'accord que l'urgence climatique exige des changements profonds dans la pratique des métiers de la recherche ;
- 41 % sont plutôt d'accord ;
- seuls 8 % pensent qu'il n'y a pas besoin de changements profonds.

## « Montrer l'exemple »

Concernant l'objectif officiel de la France, « que l'on a traduit par "réduire d'un tiers ses émissions de GES (Gaz à effet de serre) d'ici 2030" » :

- 48 % des répondants considèrent que la recherche publique doit montrer l'exemple et réduire ses émissions de plus d'un tiers ;
- 43 % qu'elle doit réduire ses émissions d'un tiers environ ;
- et 9 % qu'elle doit bénéficier d'un statut dérogatoire.

*« Les répondants en sciences sociales, les lettres et les disciplines qui s'intéressent à l'environnement et l'écologie sont plutôt inquiets et volontaristes, beaucoup plus qu'en chimie par exemple.*

*En fonction des statuts, les directeurs de recherche sont très préoccupés, mais en proportion sont moins prêts à réduire leurs émissions de plus d'un tiers.*

*Inversement, les IT (Ingénieurs et techniciens) sont moins nombreux à être très préoccupés, mais sont plus prêts à réduire leurs émissions. (...)*

*Enfin, les plus jeunes sont plus inquiets et volontaristes que les plus âgés »,* note Milan Bouchet-Valat.

## Avion : « Environ 7 000 km par an en moyenne »

Concernant l'utilisation de l'avion, l'étude montre que « 58 % des chercheurs ont pris au moins un vol professionnel en 2019, donc l'année pré-covid », indique Julien Gros, chargé de recherche CNRS au Lest (Laboratoire d'économie et de sociologie du travail - [UMR \(Unité mixte de recherche\) CNRS / Université Aix-Marseille](#)) et co-auteur de l'étude.

« En moyenne, chaque individu dans le monde de la recherche, tous personnels confondus, parcourt environ 7 000 km par an en avion. Chaque chercheur au sens large en parcourt 11 000. Et ceux qui ont pris au moins un rôle dans l'année en parcourent environ 15 000. Et dans la recherche, on utilise d'autant plus l'avion dans le cadre professionnel qu'on l'utilise dans sa vie privée. »

« *L'avion est la principale source d'émissions carbone des laboratoires ou des institutions de recherche, notamment parce qu'il fait l'objet d'un usage très intensif de la part des institutions de recherche et en tout cas sans commune mesure avec la moyenne des actifs.* »

En comparaison, selon l'enquête Sven (Styles de vie et environnement - Centre de données socio-politiques de Sciences Po - 2017), « seuls 6 % des actifs prennent des vols pour des raisons professionnelles » au moins une fois par an.

« *Ces vols professionnels sont d'autant plus fréquents qu'on s'élève dans la hiérarchie sociale (...) et ce sont les cadres du public — dont font partie les chercheurs — qui sont les plus consommateurs de vols professionnels (18 %).* »

## « On vole d'autant plus qu'on est avancé dans la carrière professionnelle »

« *D'une manière générale, on vole d'autant plus qu'on est avancé dans la carrière. Un DR (Directeur/directrice de recherche) parcourt en moyenne plus de 15 000 km par an contre 12 000 pour un CR (Chargé de recherche) ou un PU (Professeur(s) d'université), 7 000 pour un MCF (Maître.sse de conférences) et un peu de moins de 5 000 pour un doctorant* », précise Julien Gros, avec quelques nuances :

- « *Les E-C (enseignant(s)-chercheur(s)) notamment volent moins que les chercheurs de rang équivalent.*
- *Les IR (ingénieurs de recherche) parcourent des distances plus faibles, au niveau des jeunes chercheurs.*
- *Et parmi les doctorants, on vole d'autant plus qu'on avance dans le début de carrière et qu'on se rapproche d'un recrutement potentiel.* »

## Conférences et congrès internationaux : « entre un quart et un tiers des distances parcourues »

« *Sans grande surprise le motif de vol prépondérant, quelle que soit la situation professionnelle, c'est les conférences et les congrès internationaux. Selon les cas, ils représentent entre un quart et un tiers des distances parcourues. Suivent les séjours de recherche et les trajets pour le recueil des données ou le terrain.*

« *On remarque que la distance parcourue pour se rendre à des réunions est plus élevée pour les personnes les plus avancées dans la carrière.* »

## « Le terrain facteur important de variations entre les disciplines »

Par discipline, « *il y a une franche variation :*

- *les astrophysiciens, les géologues, les écologues, les historiens et anthropologues par exemple parcourent en moyenne plus de 10 000 km par an en avion,*
- *alors les biologistes, les chimistes ou les chercheurs en lettres ou SHS, dont les sociologues, n'en parcourent qu'entre 5 000 et 7 000 km.* »

« *Le terrain est un facteur important de variations entre les disciplines. Certaines disciplines imposent ou en tout cas incitent à voler pour aller recueillir les données. (...) Dans d'autres disciplines comme les maths par exemple où le terrain est inexistant, à l'inverse on parcourt des distances importantes pour des séjours de recherche.* »

## « Une variation territoriale importante »

« *Il existe une variation territoriale importante : on vole plus lorsqu'on travaille dans une métropole éloignée de Paris en train. Cela traduit la centralité de Paris dans la recherche en France.*

« *C'est-à-dire que lorsqu'on ne travaille pas à Paris, une bonne partie des déplacements professionnels consiste à se rendre à Paris. Et lorsqu'on en est éloigné, on s'y rend plus souvent en avion.* »

## « Tout ce qui est lié au fonctionnement actuel de la recherche incite fortement à voler »

Enfin, l'enquête constate que « *tout ce qui est lié au fonctionnement actuel de la recherche incite fortement à voler, à se déplacer loin* » :

- « *Le statut professionnel ou la position professionnelle joue aussi. Un DR effectue deux fois plus de vols qu'un MCF.*
- *Le fait d'être à un moment de sa carrière où on cherche à être promu, titularisé ou recruté joue aussi.*
- *Être responsable ou même simplement membre d'un programme de recherche (ANR (Agence nationale de la recherche), projet européen ou projet international) conduit aussi à emprunter plus de vols que lorsqu'on ne l'est pas.*
- *Et enfin, et surtout, à situation équivalente par ailleurs, plus on a publié récemment, plus on a emprunté de vols. Les chercheurs ayant publié plus de douze articles dans les trois années qui précèdent l'enquête ont volé trois fois plus que ceux qui n'ont pas*

publié. »

## « Voler moins souvent et pour aller moins loin »

Autre enseignement de l'enquête selon Julien Gros : « Concernant les chercheurs, moins de 10 % des émissions carbone liées à l'avion proviennent de vols qui pourraient être réalisés en moins de six heures de train et quasiment aucun en moins de trois heures. Autrement dit, l'impact carbone des déplacements professionnels en avion ne serait pas fondamentalement moindre si on obligeait les chercheurs à remplacer les plus courts trajets par le train. »

*« Il faudrait une transformation beaucoup plus importante de l'utilisation de l'avion si l'on souhaitait réduire les émissions de carbone liées au transport aérien dans la recherche. Certes, il faut substituer les trajets courts, mais aussi voler moins souvent et pour aller moins loin. »*

## Réduction des émissions : « Les oppositions clairement affirmées restent inférieures à un quart dans tous les domaines »

D'après Milan Bouchet-Valat, « globalement, les gens sont prêts à réduire leurs émissions à peu près dans tous les domaines :

- les vols en avion pour les conférences, les réunions et les congrès : une grande majorité des répondants sont prêts à réduire leurs émissions de plus d'un tiers ; une partie de moins d'un tiers ; et un petit quart pense qu'ils ont déjà des émissions de très basses, cela peut être le cas soit de personnes qui ont fait des efforts et ne prennent pas l'avion, soit de personnes qui présentent une forme de refus déguisé de réduire leurs émissions.
- l'équipement en poste informatique ;
- les déplacements domicile-travail.

Il y a un peu plus d'opposition quand on s'approche du cœur d'activité la recherche :

- les déplacements pour les missions de terrain, d'observation, de collecte de données ;
- et les expériences scientifiques, c'est-à-dire les consommations qui ne seraient pas liées aux déplacements eux-mêmes (centres de calcul, champs expérimentaux, animaleries, etc.).

Mais les oppositions clairement affirmées restent inférieures à un quart dans tous les domaines. »

### Visioconférence : « Le soutien varie beaucoup selon le type de réunions »

D'après Milan Bouchet-Vala, « la visioconférence peut remplacer potentiellement une bonne partie des déplacements. On a vu de manière assez intéressante que les personnes étaient beaucoup plus favorables à la visioconférence à la sortie du confinement (75 %), au moment où on a réalisé l'enquête, qu'avant le confinement d'après leurs propres déclarations. »

*« Quand on organise un système de visioconférence, qu'on y met les moyens, qu'on prend des abonnements qui fonctionnent, on peut améliorer l'opinion des gens sur un système et augmenter son utilisation. Cela pourrait servir d'exemple pour d'autres solutions. Là, ça a été forcé par le confinement, mais on pourrait imaginer l'appliquer de manière plus volontariste dans d'autres domaines. »*

*« Le soutien varie beaucoup selon le type de réunions à faire en visioconférence : le soutien est très fort pour les petites réunions ou les séminaires. Par contre, pour les conférences ou les jurys, l'intérêt est beaucoup plus mitigé et une majorité plutôt opposée au passage en visioconférence. »*

## Insertion des jeunes chercheurs, accès au terrain, isolement... : des risques liés à la réduction des vols professionnels dans la recherche

L'étude s'intéresse également à la perception des risques liés à une politique de réduction des vols professionnels dans la recherche. Milan Bouchet-Valat présente les résultats :

- Plus de 50 % des répondants estiment que cela gênerait l'insertion des jeunes chercheurs. Or, « on voit bien que les émissions progressent énormément en cours de carrière. On a donc tout à fait de la marge pour réduire les émissions très nettement, sans pour autant affecter les jeunes chercheurs en particulier. »
- Près de la moitié des répondants craignent que cela gêne « l'accès à un terrain ou à certaines données qui bloquerait énormément la recherche dans certains domaines » et que cela accroisse la bureaucratie. « Si on rajoute de nouveaux critères d'évaluation, on pourrait alourdir les procédures d'admission. »

- Enfin, il y a « la crainte d'isoler la recherche française du reste du monde et de diminuer la diffusion des travaux ».

Inversement, « très peu de répondants pensent que la qualité de leurs travaux va diminuer à cause de la réduction des vols. Les personnels pensent pouvoir revoir leur mode de fonctionnement ou leurs sujets pour continuer à faire de la recherche de qualité avec moins de vols. C'est pareil pour l'accès aux financements. »

Enfin, plus de 75 % des répondants considèrent qu'une telle politique réduirait très probablement les avantages que leur apporte leur métier, comme découvrir des pays étrangers ou des cultures étrangères, mais que ce n'est pas un problème. « On peut le voir comme une preuve de bonne volonté. »

### « Un énorme soutien à l'ensemble des solutions »

Pour finir, l'étude montre « un énorme soutien à l'ensemble des solutions proposées, de degrés de radicalité très variables : faire le bilan carbone, proposer des menus végétariens, financer le train même si c'est plus cher que l'avion, de ne pas renouveler le matériel informatique avant cinq ans, proscrire les vols en avion lorsque le trajet en train prend moins de 6 h... », indique Milan Bouchet-Valat.

Seules deux mesures font l'objet d'une opposition d'environ un quart des répondants : imposer une limite au nombre de vols en avion par personne et ajouter les émissions de carbone parmi les principaux critères de sélection des projets à financer.

### Les cinq sociologues auteurs de l'étude

- Marianne Blanchard, Université Toulouse Jean Jaurès, Certop (Centre d'étude et de recherche travail, organisation, pouvoir - UMR Université Toulouse - Jean Jaurès / Université Toulouse 3 - Paul Sabatier / CNRS (Centre national de la recherche scientifique))/Ined.
- Milan Bouchet-Valat, Ined.
- Damien Cartron, CNRS, CMH (Centre Maurice Halbwachs - UMR ENS (École normale supérieure) Paris / EHESS (École des hautes études en sciences sociales) / CNRS / Université PSL (Paris Sciences & Lettres)).
- Julien Gros, CNRS, Lest (Laboratoire d'économie et de sociologie du travail - UMR CNRS / Université Aix-Marseille).
- Jérôme Greffion, Université Paris Nanterre, IDHES (Institutions et dynamiques historiques de l'économie et de la société - UMR Université Panthéon-Sorbonne Paris 1 / Université d'Evry-Val d'Essonne / Université Paris Nanterre / Université Vincennes-Saint Denis Paris 8 / ENS Paris-Saclay (École normale supérieure Paris-Saclay) / CNRS / Université Paris-Saclay).



### Institut national d'études démographiques (Ined)

L'INED est un EPST spécialisé dans les recherches en démographie et les études de population.

**Catégorie :** Organisme de recherche publique

#### Adresse du siège

9 cours des Humanités  
93300 Aubervilliers France

### Général

Date de création	24/10/1945
Statut	EPST
Tutelles	Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche

Implantations (dont siège)

Siège à Paris

Missions et spécialités

- Entreprendre, développer et encourager, à son initiative ou à la demande des pouvoirs publics, tous travaux de recherche ayant pour objet l'étude des populations sous tous leurs aspects ;
- Évaluer, effectuer ou faire effectuer toutes recherches utiles à la science démographique et à sa contribution au progrès économique, social et culturel du pays ;
- Recueillir, centraliser et valoriser l'ensemble des travaux de recherche tant français qu'étrangers relevant de son champ d'activité ;
- Apporter son concours à la formation à la recherche et par la recherche dans les domaines de sa compétence ;
- Assurer l'information du public sur les questions démographiques ;
- Assurer au niveau international la diffusion des travaux démographiques en favorisant l'usage de la langue française.

Présidence

Président du CA : Pierre-Cyrille Hautcoeur

Direction

Directrice : Magda Tomasini

### Effectifs de chercheurs

2014	75
2015	74
2016	74
2017	76
2018	81
2019	85
2020	77

Source(s) : Open Data Esri

*Les effectifs sont exprimés en personnes physiques et comprennent à la fois les chercheurs permanents et non permanents.*

### Effectifs des personnels de soutien

2014	154
2015	149
2016	143
2017	136
2018	140
2019	124
2020	152

Source(s) : Open Data Esri

---

Les effectifs sont exprimés en personnes physiques et comprennent à la fois les personnels permanents et non permanents.

### Effectifs de doctorants

---

2014	21
2015	24
2016	21
2017	18
2018	18
2019	16
2020	15

Source(s) : Open Data Esri

---

Les effectifs sont exprimés en personnes physiques.

---

Fiche n° 9407, créée le 05/12/2019 à 11:03 - Màj le 28/02/2020 à 16:19

© News Tank Éducation & Recherche - 2022 - **Code de la propriété intellectuelle** : « La contrefaçon (...) est punie de trois ans d'emprisonnement et de 300 000 euros d'amende. Est (...) un délit de contrefaçon toute reproduction, représentation ou diffusion, par quelque moyen que ce soit, d'une oeuvre de l'esprit en violation des droits de l'auteur. »